

Appel intersyndical 1^{er} et 2^d degré - Ile de France



Monsieur le Ministre, pour améliorer l'École vous n'avez pas notre confiance !

Le ministère de l'Éducation nationale poursuit sa politique éducative rétrograde et libérale sans prendre en compte ni l'expertise professionnelle des acteurs de terrain, ni les avis de leurs organisations syndicales, ni ceux de l'ensemble de la communauté éducative. L'amélioration de notre système éducatif exige, certes, une ambition politique forte mais également une construction qui soit commune et concertée. Or, le ministre entend imposer de nombreuses transformations et continue de le faire à marche forcée. **Nous dénonçons les réactions autoritaires et les intimidations du Ministre et de la hiérarchie à tous les niveaux. Nous apportons notre soutien aux collègues concernés.**

Pour nos organisations, ces transformations, par leur contenu et la méthode, vont le plus souvent accroître les inégalités, dégrader les conditions de travail des personnels sans répondre à la nécessité d'améliorer le service public d'éducation pour assurer la réussite de tous les élèves et l'élévation du niveau de qualification.

Les nombreuses mobilisations de ces derniers jours, sous différentes formes (grève, réunions avec les parents etc), le montrent, la politique éducative du Ministre alimente la colère des personnels et une forme de défiance.

Loi Blanquer : Une réforme qui ne répond pas aux enjeux

Alors qu'il devait s'articuler autour de l'obligation d'instruction ramenée à 3 ans, le projet de loi dit Blanquer "Pour une école de la confiance" est devenu, au fur et à mesure de ses évolutions, un texte qui bouleverserait le fonctionnement du système éducatif.

Nos organisations refusent :

- la création des établissements publics des savoirs fondamentaux,
- une reprise en main de la formation des enseignants basée sur une conception du métier réduite à des fonctions d'exécution,
- la fin de l'évaluation indépendante des politiques éducatives,
- les cadeaux financiers pour l'école privée.

Cette loi va se décliner par ordonnances ou textes réglementaires portant des transformations profondes.

Nos organisations exigent l'abandon de la loi Blanquer telle qu'elle a été votée en première lecture à l'Assemblée Nationale.

Pour un budget à la hauteur des besoins du service public d'éducation

Alors que de nombreuses réformes structurelles sont à l'œuvre, les décisions budgétaires pour la rentrée prochaine entraîneront inévitablement une dégradation des conditions d'enseignement et d'accès à la formation. D'autant que le projet de réforme de la Fonction Publique conduira à des

milliers de suppressions de postes et à un large recours à la contractualisation. **Nos organisations s'opposent à ce développement de la précarité. L'École a besoin de personnels formés et sécurisés afin d'enseigner et accompagner chaque élève.**

Donner d'autres perspectives

Les nombreux changements relatifs à l'orientation dont la loi ORE continuent de cristalliser une profonde anxiété chez les élèves de terminale et leurs familles. Dans ce contexte, alors que les jeunes ont besoin d'être mieux accompagnés dans la construction de leur parcours d'orientation, les missions des psychologues de l'Éducation nationale EDO sont remis en cause, des fermetures de CIO programmées.

Alors que chaque jeune doit pouvoir construire son avenir sereinement, nos organisations demandent à ce que la vision globale du service public d'information et d'orientation soit clarifiée. **L'accent doit être mis sur les inégalités sociales et territoriales notamment par une relance de l'éducation prioritaire et des mesures en faveur d'une plus grande mixité sociale.**

Pour une véritable reconnaissance de nos métiers

Nos salaires restent inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. Sans parler du gel de la valeur du point d'indice, du pouvoir d'achat qui se dégrade régulièrement depuis des années, du rétablissement du jour de carence ...

Le vaste plan de communication du Ministre ne cache pas sa volonté d'autoritarisme et ne répond pas à la réalité de nos quotidiens. Ce projet fragilise encore l'École par des transformations profondes élaborées sans les personnels. C'est sur eux qu'il faut s'appuyer pour favoriser la démocratisation de la réussite scolaire.

C'est pour ces raisons que nos organisations

- appellent les parlementaires à ne pas voter la loi « pour l'école de la confiance »,
- appellent à amplifier les mobilisations et les inscrire dans la durée,
- soutiennent dès cette semaine, toutes les initiatives décidées localement,
- appellent à faire du 30 mars une puissante journée de mobilisation pour le service public d'éducation, par une présence massive des personnels et des familles dans la manifestation parisienne.
- Dès maintenant, elles appellent à amplifier la mobilisation après le 30 mars afin de gagner les mobilisations engagées.

- Pour la priorité au service public d'éducation ;
- Pour des perspectives ambitieuses pour tous les élèves et tous les jeunes ;
- Pour une véritable reconnaissance de l'ensemble des personnels de l'éducation.

Le 30 mars, toutes et tous mobilisés !

Manifestation régionale :

départ 14h, Place du Panthéon, vers la Place d'Italie

**CGT Education, SNES-FSU, SNUIPP-FSU, SNEP-FSU SNUEP-FU,
CNT, SGEN-CFDT, UNSA-Education, Sud Education, SNALC, FNEC-FP-FO
en Ile de France**